

LES MÉFAITS DU TRIBALISME (dans *Le Monde*)

« Comme un véritable cancer, le tribalisme ronge l'Afrique, faisant fi des États et de leurs frontières, la plupart du temps artificiellement tracées par le colonisateur. (...) »

« Tribalisme, un mot tabou, donc, s'il s'agit d'éclairer la politique des gens au pouvoir. "Explication trop courte et trop facile", objectent de distingués africanistes. Dieu sait, pourtant, si, d'un bout à l'autre du continent, les événements se sont amplement chargés de prouver le contraire, le dernier en date étant le coup d'État militaire en Ouganda, né de divisions ethniques au sein même de l'armée » (1).

Fière proclamation à la une du *Monde*. D'une remarquable nouveauté... Qu'un distingué journaliste se gausse des « distingués africanistes », nous n'en saurions prendre, à *Politique africaine*, ombrage. Nous ne tenons pas spécialement à être « distingués » — du moins pas en ce sens ; nous apprécions hautement le travail des journalistes et le rôle qu'ils jouent dans la circulation de l'information et nous accueillons volontiers toute invite au débat.

Alors, que le correspondant du *Monde* en Afrique orientale redécouvre, au bout de plusieurs années passées à Nairobi, le « tribalisme » et fasse reproche aux-dits « distingués » africanistes de n'en pas voir le poids véritable, pourrait simplement nous inciter à sourire après avoir constaté qu'il ne trouve guère de preuves inédites pour asseoir le péremptoire de son appréciation.

Cela peut aussi préoccuper quand, au milieu de difficultés réelles et tragiques, le continent africain est en butte à des campagnes de désinformation travestissant les problèmes qu'il rencontre et la manière dont ils sont abordés, d'Afrique et d'ailleurs. Quand resurgit au moindre prétexte une bonne conscience occidentale qui pose

(1) Jacques de Barrin, « Les conflits de l'Afrique de l'Est, les méfaits du tribalisme », *Le Monde*, 3 janv. 1986, p. 1.

le différent, y compris dans sa manière de faire de la politique, comme un incapable ou un primitif. Ainsi, le donneur de leçon colle des mots tout faits sur des situations extrêmement complexes que, visiblement, il maîtrise avec peine.

Jacques de Barrin évoque les « méfaits du tribalisme ». De quoi parle-t-il ? Je n'en sais rien ! Le sait-il lui-même ? Des tribus, des ethnies, des clans... sans s'appesantir sur d'inutiles nuances, sans prendre soin de peser le sens des mots.

« Du vivant de Jomo Kenyatta, qui était l'un des leurs, les Kikouyous — la tribu majoritaire du Kenya — ont largement dominé le paysage politique. Issu du clan très minoritaire des Kalenjins, M. Daniel Arap Moi, le successeur du "père de l'indépendance", a la tâche moins facile pour assurer les bases de son pouvoir, ce qui l'oblige à manœuvrer avec prudence entre les différentes ethnies, en ménageant les susceptibilités des uns et en calmant les appétits des autres » (2).

Passons sur les considérations concernant Jomo Kenyatta qui n'a pourtant pas dû trouver sa tâche si facile et qui, comme on sait, n'a ménagé aucune susceptibilité, ni satisfait aucun appétit. Daniel arap Moi, lui, serait donc « issu du clan très minoritaire des Kalenjins ». Fort bien. Il est en réalité d'origine tugen, un sous-groupe de l'ensemble Kalenjin, ensemble catégoriel créé récemment sur une base linguistique, et non groupe vécu en tant que tel par la totalité des hommes qui y sont rattachés. Les Tugen ne seraient que 180 000 environ, minoritaires en effet. Mais les Kalenjin, 1 650 000, soit le cinquième groupe humain du Kenya par ordre d'importance numérique (après les Kikuyu, les Luyia, les Luo et les Kamba). Où est le clan, où est la tribu, où est la minorité ? Sans compter que, jusqu'à plus ample informé, Daniel arap Moi ne gouverne pas seul et qu'il serait intéressant de voir comment on pourrait placer dans un tel tableau quelques-uns de ses partisans ou alliés tels que Kariuki Chotara, Kikuyu de la Rift Valley, ou Justus ole Tipis, Maasai aux origines controversées...

De même, on apprend d'abord qu'au Zimbabwe, il y a « d'un côté les Shonas, de l'autre, les Ndebeles » ; pour découvrir plus loin que « les quatre premiers dirigeants de la Zanu représentent les quatre principales ethnies du Zimbabwe, à savoir les Zezurus, les Karangas, les Manicas et les Ndebeles ». Pauvre lecteur, à moins d'être un spécialiste « distingué », il ne saura jamais que shona est, à l'instar de kalenjin, une appellation relativement récente, un terme ndebele regroupant des populations non-ndebele unies par la langue, au

(2) *Ibid.*, p. 5.

sein desquelles on distingue habituellement quelques grands groupes : les Zeruru, les Karanga, les Manyika, les Rozvi, les Ndau et les Korekore... Où est l'ethnie, où est la tribu, où passent les clivages politiques ?

Les appellations utilisées par Jacques de Barrin sont au surplus fort peu contrôlées et ne contribuent pas à la clarté de l'exposé. N'insistons pas sur un *Kikouyou* inutilement francisé (pourquoi pas Toutsis et Louos, Zezourous et Louillas, tant qu'à faire ?) ; *Banyarwandais* surprend un peu plus car le préfixe ba y rend inutile la désinence -ais ; le plus joli reste encore *Bougandais*. Jacques de Barrin ignore-t-il les règles de formation des mots dans les langues de la région qu'il habite ou juge-t-il leur respect inutile s'adressant à des lecteurs francophones ? Il a le choix pourtant. La simplicité consiste à se servir du radical comme adjectif : le dirigeant ganda pourra ainsi être distingué du chef de l'État ougandais ; c'est d'ailleurs l'usage le plus commun qui évite de se perdre entre les Agikuyu et les Jalu, peuples n'appartenant pas à la même famille linguistique. Autrement, il faut se résoudre, pour les langues bantu, à utiliser les préfixes u- et bu- pour les territoires ; m- ou mu- pour les individus ; wa- ba- ou aba- a- pour les collectifs, etc. Les Baganda habitent donc le Buganda, lui-même inscrit dans l'Ouganda moderne.

Les événements, écrit Jacques de Barrin, se sont chargés de prouver que le tribalisme éclaire la politique des pays africains et cet éclairage semble bien fournir une unique clef explicative puisque, dans cet article, aucun autre projecteur ne vient le nuancer.

Alors, les coups d'État récents en Ouganda : « *La sainte alliance des "nordistes" Acholi et Langi formée autour de M. Obote, vient de se dissoudre.* » Si le « tribalisme » est déterminant, comment et pourquoi une alliance, sainte au demeurant, se défait-elle ? Et, puisqu'alliance il y a, quels intérêts ont eus ces « nordistes » à confier, par exemple, les principaux postes de responsabilité de la sinistre NASA (National Security Agency, police secrète) à des dirigeants ganda ? Et comment, pour aller chercher plus loin, l'United National Congress s'est-il trouvé capable, dans les années 50, d'associer Ganda, Acholi, Iteso, Langi ? Pourquoi, l'éclatement de l'alliance entre l'UPC (« nordiste », protestant) et le Kabaka Yekka (ganda, mais divisé entre factions rivales « monarchistes » et « libérales ») conduisit-il un partisan acholi du souverain du Buganda à attaquer l'homme fort kakwa du Premier ministre langi ? On s'y perd à force de vouloir trop prouver. Sauf à remarquer en fin de compte que les factions rivales doivent toujours, pour gagner quelque chance de succès, tenter de « ratisser » le plus large possible : le Conseil militaire de Tito Okello et Basilio Okello, qu'on disait « nordiste », a pris soin de nommer des Premiers ministres ganda : Paulo Muwanga puis Abraham Waligo ; le Mouvement de résis-

tance nationale de Yoweri Museveni s'efforce d'apparaître comme nationale, regroupant bantuphones et « nordistes », protestants, catholiques et musulmans sous la houlette de deux chefs natifs d'Ankole. Il est d'ailleurs frappant que Jacques de Barrin ne mentionne à aucun moment les clivages religieux que l'on pourrait démontrer tout aussi importants que les divisions « ethniques » dans l'histoire politique ougandaise, pour peu qu'on s'en donne la peine. En réalité, il faut prendre en compte d'autres données inscrites et dans l'histoire des cultures locales et dans la colonisation ; mettre en relief les dynamiques sociales produites par la privatisation de la terre, le parti qu'en a tiré l'aristocratie ganda, les relations qui se sont créées entre propriétaires terriens utilisateurs de main-d'œuvre salariée et zones pauvres du pays, exportatrices de travailleurs. Mahmood Mamdani (3) a précisément démonté l'imbrication de l'économique, du politique et des solidarités d'origine. Et puis, sans même se donner la peine de lire un « africaniste asiatique d'Ouganda », tout visiteur récent de Kampala a pu apprendre par la rumeur combien le contrôle de la rente caféière, à travers les circuits officiels aussi bien que les réseaux de contrebande, pesait sur les luttes intramilitaires.

« Parmi les douze membres de l'armée de l'air kenyane mêlés de près au coup d'État manqué du 1^{er} août 1982, qui ont été condamnés à mort et auraient été pendus début juillet, dix appartiennent à l'ethnie luo dont se réclame M. Oginga Odinga, le vieux chef socialiste qui, il y a trois ans, à la veille du putsch avorté, avait exprimé l'intention de créer un "parti du peuple" et qui reste aujourd'hui le symbole d'une opposition sourde au régime de M. Arap Moi » (4).

Il y avait parmi les conjurés bon nombre de Luo, c'est entendu. Il y en avait aussi pas mal dans l'ensemble de l'armée de l'air. Cela, il faudrait peut-être l'expliquer : pour des raisons qui tiennent au niveau d'instruction requis pour être aviateur, supérieur à celui qui est nécessaire pour être soldat dans l'armée de terre ; pour d'autres qui relèvent de l'inégal développement régional du système éducatif au Kenya ; pour d'autres encore, liées aux possibilités de carrière laissées à des groupes écartés du pouvoir depuis l'indépendance. L'origine n'est pas indifférente ; elle n'a de sens qu'en relation avec d'autres facteurs. Oginga Odinga en sait quelque chose. Quel fut, en premier lieu, son véritable tombeur ? Tom Mboya, un « Luo » comme lui ; d'où vinrent quelques-uns des plus

(3) Mahmood Mamdani, *Politics and class formation in Uganda*, New York, Monthly Review Press, 1976.

(4) Jacques de Barrin, *art. cit.*, p. 5.

ardents de ses ennemis lorsqu'il tenta de refaire surface à la fin de l'ère Kenyatta et après la mort du premier président ? De chez lui, de Nyanza. Comprenez qui pourra. Quelle rivalité domina la période récente dans la vie politique kényane ? Celle qui mettait aux prises Charles Njonjo et Mwai Kibaki. Ô surprise, ils sont tous deux kikuyu. Quant au fameux « parti du peuple », son projet appartenait largement à George Anyona (un Gusii, bantuphone alors que les Luo ne le sont pas, connu comme opposant radical et emprisonné plusieurs années) et tissait ses ramifications vers les milieux instruits de la presse et de l'université, rassemblant sans distinction gens de l'Ouest et Kikuyu, civils et militaires. Bref, si on prend la peine de confronter toutes les lignes de clivage possibles dans le Kenya des années 1978-82, on s'aperçoit que toutes les coalitions importantes, sans exception, étaient composées d'hommes venus de différents coins du pays et devaient l'être pour avoir le moindre espoir de l'emporter. S'il est un effet de ce prétendu tribalisme au Kenya, c'est bien de forcer les dirigeants à nouer des alliances.

C'est également le problème auquel se trouve confronté aujourd'hui le gouvernement zimbabwéen : la Zanu a recherché un équilibre ethnique satisfaisant, notamment en plaçant un Ndebele (par ailleurs pasteur protestant et amateur de football, aucune de ces deux caractéristiques n'étant à négliger) à la présidence de la République et quelques autres en des rouages clefs du système politico-administratif. En janvier 1986, le point atteint par les négociations entre Zapu et Zanu semble indiquer que c'est l'alliance elle-même qui est génératrice d'oppositions au sein de groupes qu'on aurait autrefois définis comme idéologiques ou « ethniques », autrement dit que certains Zanu, shona et ndebele, sont prêts à s'entendre avec certains Zapu ndebele mais se heurtent à la résistance de leurs camarades de parti qui sont souvent de même origine, et qu'il n'est pas improbable que Joshua Nkomo ne fasse pas, chez ses amis, l'unanimité.

Il est hors de question de prétendre que les solidarités d'origine sont insignifiantes dans la vie politique des pays africains aujourd'hui. Mais, au lieu d'en faire le seul et unique facteur déterminant, il conviendrait d'en apprécier l'influence réelle et, en particulier, de voir comment elles se greffent sur les autres axes possibles de division ou de regroupement. Le Kenya, l'Ouganda, le Zimbabwe, et pas ces trois contrées seulement, montrent d'abord que les dynamiques de division sont toujours contrebalancées par des dynamiques d'alliance : parce que toute compétition politique se déroulant dans un cadre étatique et national reconnu oblige à donner à toute force ambitionnant d'y exercer le pouvoir une figure nationale. A partir de là, toute coalition, quel que soit son centre de gravité réel, devra intégrer des composants issus des dif-

férentes régions, mais aussi des différentes religions, des différents systèmes scolaires, des différentes générations, parfois même des différentes inclinations idéologiques.

En outre, parler de solidarités d'origine au lieu de tribalisme n'est pas une simple finesse sémantique. Si, au Kenya, on prétend opposer Luo et Kikuyu, on s'interdit de rien comprendre à l'organisation des forces politiques. On doit prendre en compte les rivalités claniques existant au sein même des deux ensembles mentionnés (provenant des compétitions entre *mbari* kikuyu et groupes formés lors des vagues de migration successives chez les Luo), les réalignements provoqués par la colonisation (comment oublier que l'« état d'urgence », ou si l'on veut le conflit Mau Mau, au Kenya fut aussi une guerre entre Kikuyu), les lignes de clivage nouvelles introduites par les idéologies et par les procès de structuration sociale durant la domination étrangère et après. On peut alors saisir qu'entrent de chaque côté de ces coalitions opposées des gens originaires de la même région, parlant la même langue, pratiquant éventuellement la même religion.

Il reste que, dans des systèmes politiques où la mobilisation et la circulation de l'information se font encore largement sur la base de réseaux de relation immédiats, où l'oral et le face à face jouent un grand rôle ; quand les factions politiques construites nationalement en fonction d'enjeux économiques et idéologiques reposent sur des fondations constituées de machines clientélistes, les solidarités d'origine peuvent offrir un instrument de mobilisation non négligeable. Mais, ni le mot tribu ni le mot ethnies ne sont ici pertinents, quelles que soient les définitions qu'on en donne ; on se retrouverait, à tout prendre, plus près de Clochemerle : la position politique de Giscard d'Estaing à Chamallières n'est pas si différente de celle de Mwai Kibaki à Othaya ou celle de Laurent Fabius à Grand Quevilly, de celle n'a pu occuper un temps Charles Njonjo dans la circonscription de Kikuyu.

Mentionner de telles comparaisons n'est pas le fruit d'un goût poussé pour le paradoxe. C'est manière de débouter cette fascination pour le « tribalisme » indissociable, le papier de Jacques de Barrin l'indique, de la résurgence de vieilles lunes qui, cette fois, pourraient faire glisser certains esprits faibles sur la pente du racisme. Le journaliste s'abrite ici derrière des périphrases, des conditionnels, des citations non référencées :

« Souvent les clivages tribaux se teignent de connotations racistes dans la mesure où les ethnies claires — parfois les plus industrieuses et les plus évoluées — tiennent en peu d'estime leurs compatriotes à la peau plus sombre que la leur.

Si la "civilisation", entendue au sens large du terme, a

ébranlé les structures ethniques, elle n'a, cependant, pas entamé les réflexes claniques, pas désorganisé un système de références par rapport à la morale, à la religion et à la culture, un ensemble d'attitudes face à la vie et à la mort. Même vidée de ses traditions, la chrysalide tribale demeure vivace.

Comment mener une guerre sans merci contre le tribalisme, qui entrave le développement économique ? Comment éliminer ce fléau, "signe, d'après certains, d'une société primitive", qui dicte, consciemment ou non, la conduite de tout un chacun, y compris aux plus hauts niveaux de l'État ? »

Le lecteur du *Monde* aimerait sans doute savoir qui considère les « ethnies claires » comme les plus industrielles et les plus évoluées ? Quelle est cette « civilisation » qui a ébranlé des « structures ethniques » responsables, si l'on comprend bien, des « méfaits du tribalisme » ? Qui sont ces « certains » qui voient dans ce « tribalisme » le « signe d'une société primitive » ? Et que peut bien signifier ici le qualificatif « primitif » ?

Le flou qui entoure ces insinuations, ajouté à la méconnaissance de l'histoire et à l'incompréhension des cultures, ne cacherait-il pas une sorte de vieux tribalisme familial de nos régions que « certains » appellent parfois l'occidentalo-centrisme, complexe de supériorité localisant la « civilisation », même entendue au sens étroit, dans quelques zones du globe seulement ? Où il a d'autant moins entravé le développement économique qu'il a favorisé l'exploitation des peuplades, probablement « primitives », qui vivaient dans la « chrysalide tribale », en Afrique notamment ?

A défaut d'un minimum de rigueur et d'honnêteté, il ne faudrait pas s'étonner si quelque jour le correspondant en Europe de *Ulivengu* écrivait à la une de son journal un éditorial attristé expliquant que le tribalisme est, chez nous, un véritable fléau qui pousse Britanniques et Danois à saper la construction européenne ; Flamands et Wallons à s'entredéchirer ; Irlandais à se massacrer quand l'occasion leur en est laissée ; Basques à poser des bombes des deux côtés d'une frontière artificiellement tracée ; qui s'inquiète, pour finir, qu'en Ufrance, le gouvernement wafrançais ait été, depuis le départ du général de Gaulle, dirigé par des présidents venus du Sud de la Loire...

Denis Martin